

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3571

[2008/203619]

7 AOÛT 2008. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique en 2005 par l'utilisation de la réserve nationale en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71, (CE) n° 2529/2001 et n° 2183/2005, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 293/2008 de la Commission du 1^{er} avril 2008;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 319/2008 de la Commission du 7 avril 2008;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 319/2008 de la Commission du 7 avril 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, point 1^o, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée en dernier lieu par la loi du 12 août 2003;

Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique en 2005 par l'utilisation de la réserve nationale en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 20 janvier 2008;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 18 juin 2008;

Considérant la notification faite par la Belgique en date du 29 juillet 2004 au titre des articles 58, § 1^{er}, et 64, § 1^{er}, et 70, § 1^{er}, point a), 2^e tiret, du Règlement (CE) n° 1782/2003;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne l'utilisation de la réserve nationale pour l'octroi de droits au paiement unique, de préciser les conditions d'éligibilité à ces droits pour les agriculteurs se trouvant dans des situations spéciales et pour les agriculteurs dans les zones soumises à des programmes de restructuration et/ou de développement ainsi que de fixer les modalités d'attribution de ces révisions de droits au paiement unique;

Considérant que les agriculteurs qui souhaitent bénéficier de ces droits issus de la réserve nationale doivent introduire leur demande initiale de droits de la réserve nationale pour une date correspondant à la date limite d'introduction de la déclaration de superficie de l'année de la demande et doivent en connaître les conditions et modalités d'attribution;

Considérant que l'administration doit, afin de contrôler efficacement les demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique par l'utilisation de la réserve nationale, vérifier la réalité des transferts d'exploitations ou de parties d'exploitation lorsque de tels transferts sont invoqués;

Considérant que dans un souci de simplification, il convient d'utiliser les données qui sont déjà à disposition de l'administration;

Considérant que les déclarations de superficies sont à disposition de l'administration et que de la sorte cet élément est vérifiable par celle-ci;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de mauvaise application du nouveau régime de paiement unique ou en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour la mise en place du régime,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique en 2005 par l'utilisation de la réserve nationale, modifié par l'arrêté ministériel du 20 janvier 2008 et en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, lui-même modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

"De même, l'agriculteur se trouvant dans une situation spéciale qui sollicite à partir de 2007, conformément à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006, l'établissement ou l'adaptation de ses droits par l'utilisation de la réserve nationale, doit motiver sa demande conformément aux instructions de l'administration. La demande introduite à partir de 2007 ne peut être fondée que sur une, éventuellement plusieurs, des situations visées à l'article 3, paragraphe 1^{er}ter. Toutes les conditions requises relatives à l'élément considéré doivent être satisfaites."

Art. 2. L'article 2bis du même arrêté et inséré par l'arrêté modificatif du 20 janvier 2008 est abrogé.

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté, il est inséré un § 1^{er}ter rédigé comme suit :

"§ 1^{er}ter. Pour les demandes visées à l'article 2, introduites à partir de 2007, trois situations peuvent être reconnues par l'administration :

- 1° l'achat ou l'héritage de terres;
- 2° l'application de programmes de restructuration et/ou de développement;
- 3° les actes administratifs et décisions judiciaires."

Art. 4. A l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "troisième alinéa" sont remplacés par les mots "quatrième alinéa".

Art. 5. A l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "troisième alinéa" sont remplacés par les mots "quatrième alinéa".

Art. 6. A l'article 5bis, § 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté et inséré par l'arrêté ministériel du 20 janvier 2008, les mots "troisième alinéa" sont remplacés par les mots "quatrième alinéa".

Art. 7. Un article 5ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Art. 5ter. § 1^{er}. Lorsque la motivation de la demande, à partir de 2007, d'établissement ou d'adaptation des droits par l'utilisation de la réserve nationale est fondée sur l'achat ou l'héritage de terres, seules peuvent être reconnues par l'administration les situations suivantes :

1° L'héritage ou héritage anticipé d'une exploitation entière ou partielle qui a été affirmée pendant la période de référence entre le 15 mai 2004 et le 31 mars 2005 au plus tard pour les agriculteurs ne bénéficiant pas de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et/ou de la chicorée à inuline et/ou de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac ou au plus tard le 31 mars 2006 pour les agriculteurs qui en bénéficient;

2° L'achat de terres au plus tard le 15 mai 2004 pour les agriculteurs ne bénéficiant pas de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et/ou de la chicorée à inuline et/ou de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac ou au plus tard le 3 mars 2006 pour les agriculteurs qui en bénéficient.

§ 2. En cas de motivation fondée sur l'achat ou l'héritage de terres, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

- en cas d'héritage ou d'héritage anticipé, les terres considérées étaient mises à bail à un ou des tiers pendant la période de référence;

- l'agriculteur concerné ne peut avoir déclaré la superficie concernée pendant toute ou partie de la période de référence;

- l'agriculteur demandeur doit avoir déclaré pour la première fois cette superficie dans sa déclaration de superficie relative à l'année d'introduction de la demande;

- la superficie concernée doit être au minimum de cinq ares pour les producteurs bénéficiant de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac et de deux hectares pour tous les autres cas;

- pour les producteurs ne bénéficiant pas de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et/ou de la chicorée à inuline et/ou de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac, la superficie concernée ne peut pas avoir fait l'objet, en tout ou en partie, d'une demande de révision des droits provisoires fondée sur un héritage, un héritage anticipé, une succession par voie de cession de bail, une fusion d'exploitations, une scission d'exploitation ou une clause contractuelle privée en cas de transfert de terres visés à l'article 3, paragraphe 2, points 3°, 5° et 9°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006;

- pour les producteurs bénéficiant de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et/ou de la chicorée à inuline et/ou de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac, la superficie concernée ne peut pas avoir fait l'objet, en tout ou en partie, d'une demande de révision des droits provisoires fondée sur un héritage, un héritage anticipé, une succession par voie de cession de bail, une fusion d'exploitations, une scission d'exploitation ou une clause contractuelle privée en cas de transfert de terres visés à l'article 3bis, paragraphes 2 et 3, points 3°, 5° et 7° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 précité;

- la superficie concernée ne peut avoir déjà fait l'objet d'une allocation de droits issus de la réserve nationale.

§ 3. L'agriculteur demandeur doit introduire le formulaire standardisé visé à l'article 2, quatrième alinéa, en y indiquant le nombre d'hectares dont il a repris la jouissance en vertu de l'héritage ou de l'achat de terres concerné.

La motivation de la demande doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes nécessaires au traitement de cette demande :

- un orthophotoplan sur lequel toutes les parcelles faisant l'objet de l'héritage ou de l'achat de terres concerné sont dessinées et numérotées en rouge;

- en cas d'héritage ou d'héritage anticipé, une attestation notariale ou une copie de l'acte de succession ou de donation;

- en cas d'achat de terres pour les agriculteurs ne bénéficiant pas de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et/ou de la chicorée à inuline et/ou de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac, soit une copie de l'acte de propriété ou de l'acte d'achat signé au plus tard le 15 mai 2004, soit une copie du compromis de vente signé au plus tard le 15 mai 2004 pour autant que l'agriculteur communique une copie de l'acte d'achat dans les dix jours où ce dernier sera établi et pour autant que l'agriculteur s'y engage;

- en cas d'achat de terres pour les agriculteurs bénéficiant de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et/ou de la chicorée à inuline et/ou de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac, soit une copie de l'acte de propriété ou de l'acte d'achat signé au plus tard le 3 mars 2006, soit une copie du compromis de vente signé au plus tard le 3 mars 2006 pour autant que l'agriculteur communique une copie de l'acte d'achat dans les 10 jours où ce dernier sera établi et pour autant que l'agriculteur s'y engage.

§ 4. En cas de motivation de la demande, fondée sur l'achat ou l'héritage de terres, lorsque les conditions visées aux §§ 1^{er} à 3 sont satisfaites, le nombre de droits attribués à l'agriculteur est augmenté d'un nombre de droits égal au nombre d'hectares retenus par l'administration, dont il a repris la jouissance en vertu de l'héritage ou de l'achat de terres concerné. La valeur de chacun de ces droits octroyés par l'utilisation de la réserve nationale correspond à la moyenne régionale déterminée l'année de l'introduction de la demande, diminuée des réductions telles que visées aux articles 41 et 42 du Règlement (CE) n° 1782/2003."

Art. 8. A l'article 6, § 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "troisième alinéa" sont remplacés par les mots "quatrième alinéa".

Art. 9. A l'article 6bis, § 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté et inséré par l'arrêté ministériel du 20 janvier 2008, les mots "troisième alinéa" sont remplacés par les mots "quatrième alinéa".

Art. 10. Un article *6ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Art. *6ter*. § 1^{er}. Lorsque la motivation de la demande, à partir de 2007, d'établissement ou d'adaptation des droits par l'utilisation de la réserve nationale est fondée sur l'application de programmes de restructuration, seules les trois situations suivantes peuvent être reconnues par l'administration :

1^o suite à un remembrement officiel, l'agriculteur a reçu une superficie inférieure à ce dont il disposait avant le remembrement;

2^o suite à une expropriation pour cause d'utilité générale ou parce que l'affectation au plan de secteur en a été modifiée, une des parcelles de terre au moins, déclarée par l'agriculteur et comptabilisée dans le calcul de son nombre d'hectares tel que visé à l'article 43, paragraphe 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1782/2003, n'est plus exploitable depuis une date comprise entre le lendemain de la date limite d'introduction de la déclaration de superficie de l'année précédant l'année de la demande et la date limite d'introduction de la demande initiale de droits issus de la réserve nationale, visée à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 précité;

3^o suite à son achat par une province, commune, société intercommunale ou réserve naturelle, une des parcelles de terre au moins, déclarée par l'agriculteur et comptabilisée dans le calcul de son nombre d'hectares tel que visé à l'article 43, paragraphe 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1782/2003, n'est plus exploitable depuis une date comprise entre le lendemain de la date limite d'introduction de la déclaration de superficie de l'année précédant l'année de la demande et la date limite d'introduction de la demande initiale de droits issus de la réserve nationale, visée à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 précité.

§ 2. En cas de motivation fondée sur l'application de programmes de restructuration, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

- la demande ne peut concerner que les droits ordinaires;
- l'agriculteur doit déclarer, au moment de sa demande initiale de droits issus de la réserve nationale, la totalité des superficies dont il a la jouissance;
- les superficies perdues ne peuvent faire l'objet d'aucune déclaration de superficie ni l'année de l'introduction de la demande, ni durant les années qui suivent;
- le rapport entre la superficie totale des parcelles déclarées avec les codes de destination A, X et I, dans la déclaration de superficie et demande d'aides relative à l'année d'introduction de la demande et le nombre d'hectares tel que visé à l'article 43, paragraphe 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1782/2003 doit être supérieur ou égal à 0,5 et inférieur à 1.

§ 3. L'agriculteur demandeur doit introduire le formulaire standardisé visé à l'article 2, quatrième alinéa, en y indiquant le nombre d'hectares dont il a perdu la jouissance en vertu de l'application du programme de restructuration concerné.

En cas de remembrement officiel, la motivation de la demande doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- une copie de l'acte de remembrement ou de l'acte d'échange d'exploitation établis par le Comité d'acquisition d'immeubles;
- un orthophotoplan sur lequel la ou les parcelles concernées est ou sont dessinées et numérotées en rouge.

En cas d'expropriation pour cause d'utilité générale ou lorsque l'affectation des parcelles a été modifiée au plan de secteur, la motivation de la demande doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- pour chaque parcelle concernée, une copie de l'acte d'expropriation ou de la décision de modification au plan de secteur;
- un orthophotoplan sur lequel la ou les parcelles concernées est ou sont dessinées et numérotées en rouge;
- un tableau reprenant la présence des parcelles concernées au cours des années de la période de référence.

En cas d'achat par une Province, Commune, société intercommunale ou réserve naturelle, la motivation de la demande doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- pour chaque parcelle concernée, une copie de l'acte d'achat;
- un orthophotoplan sur lequel la ou les parcelles concernées est ou sont dessinées et numérotées en rouge;
- un tableau reprenant la présence des parcelles concernées au cours des années de la période de référence.

§ 4. En cas de motivation fondée sur l'application de programmes de restructuration, lorsque les conditions visées aux paragraphes 1^{er} à 3 sont satisfaites, le nombre total de droits attribués à l'agriculteur est réduit du nombre de droits correspondant aux superficies perdues par l'agriculteur et la valeur unitaire des droits est augmentée et calculée conformément à l'article 7, paragraphe 4, du Règlement (CE) n° 795/2004."

Art. 11. Un article *6quater*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Art. *6quater*. § 1^{er}. Lorsque la motivation de la demande, en 2007 uniquement, d'établissement ou d'adaptation des droits par l'utilisation de la réserve nationale est fondée sur l'application de programmes de développement destinés à favoriser l'agriculture biologique, seule la situation suivante peut être reconnue par l'administration :

les agriculteurs reconnus à 100 % en agriculture biologique en 2006, qui détiennent, en 2007, moins de droits que la superficie totale déclarée en 2006 avec un code culture permettant l'activation de droits au paiement unique.

§ 2. En cas de motivation fondée sur l'application de programmes de développement destinés à favoriser l'agriculture biologique, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

- l'agriculteur demandeur doit détenir, au 30 mars 2007, un nombre de droits inférieur à la superficie totale déclarée en 2006 avec un code culture permettant l'activation de droits au paiement unique, et
- l'agriculteur demandeur ne doit pas avoir cédé de droits ordinaires entre le 1^{er} avril 2006 et le 30 mars 2007 hormis les cas de changement de statut ou d'identification.

§ 3. L'agriculteur demandeur doit introduire le formulaire standardisé visé à l'article 2, quatrième alinéa, en y indiquant le nombre de droits ordinaires correspondant à la différence entre la superficie déclarée en 2006 avec un code culture permettant l'activation des droits au paiement unique et le nombre de droits notifiés en 2007.

§ 4. En cas de motivation de la demande, fondée sur l'application de programmes de développement destinés à favoriser l'agriculture biologique, lorsque les conditions visées aux § 1^{er} à 3 sont satisfaites, le nombre de droits attribués à l'agriculteur est augmenté d'un nombre de droits égal à la différence entre la superficie totale déclarée en 2006 avec un code culture permettant l'activation de droits au paiement unique et le nombre total de droits, jachères et/ou ordinaires détenus au 30 mars 2007 et ce, sans dépasser un plafond de 30 droits.

La valeur de chacun de ces droits octroyés par l'utilisation de la réserve nationale correspond à la moyenne régionale déterminée en 2007, diminuée des réductions telles que visées aux articles 41 et 42 du Règlement (CE) n° 1782/2003."

Art. 12. Un article *6quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Art. *6quinquies*. § 1^{er}. Lorsque la motivation de la demande, à partir de 2008, d'établissement ou d'adaptation des droits par l'utilisation de la réserve nationale est fondée sur l'application de programmes de développement destinés à favoriser les jeunes agriculteurs, seule la situation suivante peut être reconnue par l'administration :

les agriculteurs âgés de moins de 30 ans au 1^{er} janvier de l'année d'introduction de la demande et qui disposent au 31 mars de la même année de droits ordinaires au paiement unique dont la valeur moyenne est inférieure à la valeur moyenne des droits ordinaires au paiement unique en Région wallonne pour l'année considérée.

§ 2. En cas de motivation fondée sur l'application de programmes de développement destinés à favoriser les jeunes agriculteurs, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

- l'agriculteur demandeur doit, au 1^{er} janvier de l'année de la demande, être âgé de moins de 30 ans. En cas de groupement de personnes physiques, au moins un des membres doit répondre à cette condition. En cas de personnes morales, au moins un des administrateurs, administrateurs délégués ou gérants ayant la qualité d'agriculteur doit remplir cette condition, et

- l'agriculteur demandeur doit détenir, au 31 mars de l'année de la demande, des droits ordinaires dont la valeur moyenne est inférieure à la valeur moyenne des droits ordinaires en Région wallonne pour la même année.

§ 3. L'agriculteur demandeur doit introduire le formulaire standardisé visé à l'article 2, quatrième alinéa, en y indiquant son numéro de registre national. En cas de groupement de personnes physiques ou de personnes morales, le numéro de registre national qui doit être indiqué correspond à celui du plus jeune membre et/ou administrateur.

§ 4. En cas de motivation de la demande, fondée sur l'application de programmes de développement destinés à favoriser les jeunes agriculteurs, lorsque les conditions visées aux §§ 1^{er} à 3 sont satisfaites, la valeur de chacun des droits ordinaires attribués à l'agriculteur est augmentée d'un montant correspondant la différence entre la valeur unitaire de chacun de ses droits ordinaires et la valeur unitaire moyenne du droit ordinaire wallon, diminuée des réductions telles que visées aux articles 41 et 42 du Règlement (CE) n° 1782/2003. L'augmentation totale de la valeur des droits ordinaires de l'agriculteur demandeur est limitée à 1.000 euros ou moins selon les disponibilités de la réserve l'année de la demande."

Art. 13. A l'article 7 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes : 1° Les mots "en 2005 ou en 2006" sont supprimés;

2° Les mots "le 31 mars 2005 dans le cadre des demandes introduites en 2005 et au plus tard le 31 mars 2006 dans le cadre des demandes introduites en 2006." sont remplacés par les mots "à la date limite de dépôt de la déclaration de superficie de l'année d'introduction de la demande."

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007, à l'exception de l'article 12 qui s'applique au 1^{er} janvier 2008 et de l'article 13 qui s'applique au 1^{er} janvier 2005.

Namur, le 7 août 2008.

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 3571

[2008/203619]

7. AUGUST 2008 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 7. Juli 2006 über die Anträge auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche auf die Betriebsprämie für das Jahr 2005 durch die Verwendung der nationalen Reserve in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71, (EG) Nr. 2529/2001 und (EG) Nr. 2183/2005, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 293/2008 der Kommission vom 1. April 2008;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 319/2008 der Kommission vom 7. Dezember 2008;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 319/2008 der Kommission vom 7. April 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Oktober 2007;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, Punkt 1°, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 12. August 2003;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 7. Juli 2006 über die Anträge auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche auf die Betriebsprämie für das Jahr 2005 durch die Verwendung der nationalen Reserve in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zuletzt abgeändert durch den Ministerialerlass vom 20. Januar 2008;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund der am 18. Juni 2008 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund der belgischen Mitteilung vom 29. Juli 2004 bezüglich der Artikel 58, § 1 und 64, § 1 und 70, § 1, Punkt a), 2. Strich der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

In Erwägung der Tatsache, dass die Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft ab dem 1. Januar 2002 den Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass einerseits für die Verwendung der nationalen Reserve für die Gewährung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie die Bedingungen für die Beihilfefähigkeit zu bestimmen sind, sei es für jene Landwirte, die sich in außergewöhnlichen Situationen befinden und/oder bei Umstrukturierungs- oder Entwicklungsprogrammen, und dass andererseits die Modalitäten für die Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche auf die Betriebsprämie festzulegen sind;

In der Erwägung, dass die Landwirte, die diese Ansprüche aus der nationalen Reserve beziehen möchten, ihren ursprünglichen Antrag auf Ansprüche aus der nationalen Reserve bis zu einem Datum einreichen müssen, das dem äußersten Datum für das Einreichen der Flächenerklärung des Antragsjahres entspricht und daher über die Bedingungen und die Modalitäten für die Vergabe dieser Ansprüche informiert sein müssen;

In der Erwägung, dass die Verwaltung um die Anträge auf Bestimmung oder Anpassung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie durch die Verwendung der nationalen Reserve wirkungsvoll zu kontrollieren, die Wirklichkeit der Übertragungen von Betrieben oder von Betriebsabschnitten überprüfen muss, insofern derartige Übertragung geltend gemacht werden;

In der Erwägung, dass im Sinne einer Vereinfachung, die Daten, die der Verwaltung bereits zur Verfügung stehen, zu verwenden sind;

In der Erwägung, dass die Flächenerklärungen zur Verfügung der Verwaltung stehen und diese Angaben durch die Verwaltung auf diese Art und Weise überprüft werden können;

In der Erwägung, dass Sanktionen vorgesehen sind im Falle der unsachgemäßen Anwendung der neuen Regelung für die Zahlung der Betriebsprämie und der Nichteinhaltung der durch die Europäischen Bestimmungen auferlegten Fristen für die Einführung dieser neuen Regelungen;

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 2 des Ministerialerlasses vom 7. Juli 2006 über die Anträge auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche auf die Betriebsprämie für das Jahr 2005 durch die Verwendung der nationalen Reserve, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 20. Januar 2008 und in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, seinerseits abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Oktober 2007, wird zwischen dem ersten und dem zweiten Absatz ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Der Landwirt, der sich in einer außergewöhnlichen Situation befindet und der 2007 im Rahmen eines ursprünglichen Antrags gemäß Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 die Bestimmung oder die Anpassung seiner Ansprüche durch die Verwendung der nationalen Reserve beantragt, muss zudem seinen Antrag gemäß den Anforderungen der Verwaltung begründen. Der 2007 eingereichte Antrag kann nur durch eine, ggf. mehrere der in Artikel 3, § 1^{ter} erwähnten Situationen begründet werden. Alle Bedingungen, die sich auf die betreffende Situation beziehen, müssen erfüllt sein. ».

Art. 2 - Artikel 2^{bis} desselben Erlasses, der durch den abändernden Erlass vom 20. Januar 2008 eingefügt worden ist, wird aufgehoben.

Art. 3 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird ein Paragraph 1^{ter} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„ § 1^{ter}. Für die in Artikel 2 angeführten und ab 2007 eingereichten Anträge können drei Situationen von der Verwaltung berücksichtigt werden:

- 1° der Erwerb oder das Erben von Ländereien;
- 2° die Anwendung von Umstrukturierungs- und/oder Entwicklungsprogrammen;
- 3° Verwaltungshandlungen und Gerichtsbeschlüsse. ”.

Art. 4 - In Artikel 4, § 2, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter „Absatz 3“ durch die Wörter „Absatz 4“ ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 5, § 3, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter „Absatz 3“ durch die Wörter „Absatz 4“ ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 5^{bis}, § 3, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter „Absatz 3“ durch die Wörter „Absatz 4“ ersetzt.

Art. 7 - In denselben Ministerialerlass wird ein Artikel 5^{ter} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 5^{ter} - § 1. Falls die Begründung des ab dem Jahr 2007 eingereichten Antrags auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche durch die Verwendung der nationalen Reserve sich auf Investitionen zur Erhöhung der Betriebskapazitäten bezieht, so können lediglich die drei nachfolgenden Situationen von der Verwaltung berücksichtigt werden:

1° Vererbung oder vorweggenommene Erbfolge eines gesamten Betriebs oder eines Teils davon, der während des Referenzzeitraums zwischen dem 15. Mai 2004 und dem 31. März 2005 verpachtet worden war, für jene Landwirte, die nicht in den Genuss der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und/oder der inulinhaltigen Zichorie und/oder der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen oder spätestens am 31. März 2006 für jene Landwirte, die in den Genuss dieser Eingliederung gelangen;

2° Ankauf von Ländereien spätestens am 15. Mai 2004 für jene Landwirte, die nicht in den Genuss der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und/oder der inulinhaltigen Zichorie und/oder der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen oder spätestens am 3. März 2006 für jene Landwirte, die in den Genuss dieser Eingliederung gelangen;

§ 2. Bezieht sich die Begründung auf den Ankauf, die Pacht oder die Vererbung von Ländereien, so müssen die folgenden Bedingungen erfüllt werden:

- Handelt es sich um eine Erbschaft oder eine vorweg genommenen Erbschaft, so waren die betreffenden Ländereien während des Referenzzeitraums an eine oder mehrere Drittpersonen verpachtet;
- Der antragstellende Landwirt darf die betreffende Fläche während des gesamten Referenzzeitraums oder eines Teils davon nicht angeben haben;
- Der antragstellende Landwirt muss diese Fläche in seinen Flächenerklärungen für das Jahr des Einreichens des Antrags angeben haben;
- Die betreffende Fläche muss wenigstens fünf Ar umfassen für jene Landwirte, die in den Genuss der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen und zwei Hektar in allen anderen Fällen;
- Für jene Erzeuger, die nicht in den Genuss der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und/oder der inulinhaltigen Zichorie und/oder der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen, darf für die gesamte betreffende Fläche oder für einen Teil dieser Fläche kein Antrag auf Revision der vorläufigen Rechte wegen einer Erbschaft, einer vorweg genommenen Erbschaft, einer Erbschaft durch Übertragung eines Pachtvertrags, einer Fusion von Betrieben, einer Aufteilung eines Betriebs oder einer privaten Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien, angeführt in Artikel 3, Paragraph 2, Punkt 3^o, 5^o und 9^o des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 eingereicht worden sein;
- Für jene Erzeuger, die in den Genuss der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und/oder der inulinhaltigen Zichorie und/oder der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen, darf für die gesamte betreffende Fläche oder für einen Teil dieser Fläche kein Antrag auf Revision der vorläufigen Rechte wegen einer Erbschaft, einer vorweg genommenen Erbschaft, einer Erbschaft durch Übertragung eines Pachtvertrags, einer Fusion von Betrieben, einer Aufteilung eines Betriebs oder einer privaten Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien, angeführt in Artikel 3bis, Paragraph 2 und 3, Punkt 3^o, 5^o und 7^o des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 eingereicht worden sein;
- Die betreffende Fläche darf nicht bereits Gegenstand einer Zuteilung von Rechten aus der nationalen Reserve gewesen sein.

§ 3. Der antragstellende Landwirt muss das in Artikel 2, Absatz 4 angeführte Musterformular einreichen, indem er die Anzahl Hektar angibt, deren Nutznießung er durch Erbschaft, Ankauf oder Pacht der betreffenden Ländereien übernommen hat.

Der Begründung des Antrags müssen die nachfolgenden Belege beigefügt werden, die für die weitere Bearbeitung notwendig sind:

- ein Orthofotoplan, auf dem alle Parzellen, die Gegenstand der Erbschaft, des Ankaufs oder der Pacht der Ländereien sind, in roter Farbe eingezeichnet und nummeriert sind;
- Handelt es sich um eine Erbschaft, eine vorweg genommenen Erbschaft, eine notarielle Bescheinigung oder eine Kopie der Erbschafts- oder Schenkungsurkunde;
- Handelt es sich um einen Ankauf von Ländereien für jene Landwirte, die nicht in den Genuss der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und/oder der inulinhaltigen Zichorie und/oder der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen, entweder eine Kopie der spätestens am 15. Mai 2004 unterzeichneten Besitzurkunde oder Kaufvertrags, oder ggf. der spätestens am 15. Mai 2004 unterzeichneten Verkaufszusage, unter der Bedingung, dass der Landwirt innerhalb von zehn Tagen nach Unterzeichnung der Verkaufszusage eine Kopie übermittelt, falls der Landwirt sich dazu verpflichtet hat;
- Handelt es sich um einen Ankauf von Ländereien für jene Landwirte, die in den Genuss der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und/oder der inulinhaltigen Zichorie und/oder der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen, entweder eine Kopie der spätestens am 3. März 2006 unterzeichneten Besitzurkunde oder Kaufvertrags, oder ggf. der spätestens am 3. Mai 2006 unterzeichneten Verkaufszusage, unter der Bedingung, dass der Landwirt innerhalb von zehn Tagen nach Unterzeichnung der Verkaufszusage eine Kopie übermittelt, falls der Landwirt sich dazu verpflichtet hat;

§ 4. Bezieht sich die Begründung des Antrags auf den Ankauf oder die Vererbung von Ländereien und sind die in den Paragraphen 1 bis 3 angeführten Bedingungen erfüllt, so wird die Anzahl der dem Landwirt gewährten Ansprüche um eine Anzahl von Ansprüchen erhöht, die der Anzahl der von der Verwaltung berücksichtigten Hektar entspricht, deren Nutznießung dieser Landwirt durch Vererbung oder Ankauf der betreffenden Ländereien übernommen hat. Der Wert jedes dieser durch die Verwendung der nationalen Reserve gewährten Ansprüche entspricht dem im Jahr des Einreichens des Antrags bestimmten regionalen Durchschnittswert, reduziert um die in den Artikeln 41 und 42 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 erwähnten Kürzungen."

Art. 8 - In Artikel 6, § 3, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "Absatz 3" durch die Wörter "Absatz 4" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 6bis, § 3, Absatz 1 desselben Erlasses, der durch den Ministerialerlass vom 20. Januar 2008 eingefügt worden ist, werden die Wörter "Absatz 3" durch die Wörter "Absatz 4" ersetzt.

Art. 10 - In denselben Erlass wird ein Artikel 6ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 6ter - § 1. Falls die Begründung des ab dem Jahr 2007 eingereichten Antrags auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche durch die Verwendung der nationalen Reserve sich auf Anwendung von Umstrukturierungsprogrammen bezieht, so können lediglich die drei nachfolgenden Situationen von der Verwaltung berücksichtigt werden:

1^o im Anschluss an eine amtliche Flurbereinigungsmaßnahme hat der Landwirt eine Fläche erhalten, die geringer ist als jene, über die er vor der Flurbereinigung verfügte;

2^o im Anschluss an eine Enteignung wegen allgemeinen Interesse oder aufgrund einer Abänderung der Zweckbestimmung im Sektorenplan, ist wenigstens eine der Parzellen, die der Landwirt angegeben hat und die bei der Berechnung der Hektarzahl nach Artikel 43, Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 berücksichtigt worden ist, nicht weiter nutzbar und zwar seit einem Datum zwischen dem Tag nach dem äußersten Datum für das Einreichen der Flächenerklärung des Jahres vor dem Jahr des Antrags und dem äußersten Datum für das Einreichen des ursprünglichen Antrags auf Ansprüche aus der nationalen Reserve gemäß Artikel 5 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006;

3^o im Anschluss an einen Ankauf durch eine Provinz, eine Gemeinde, eine Interkommunale oder ein Naturschutzgebiet, ist wenigstens eine der Parzellen, die der Landwirt angegeben hat und die bei der Berechnung der Hektarzahl nach Artikel 43, Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 berücksichtigt worden ist, nicht weiter nutzbar und zwar seit einem Datum zwischen dem Tag nach dem äußersten Datum für das Einreichen der Flächenerklärung des Jahres vor dem Jahr des Antrags und dem äußersten Datum für das Einreichen des ursprünglichen Antrags auf Ansprüche aus der nationalen Reserve gemäß Artikel 5 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006;

§ 2. Bezieht sich die Begründung auf die Anwendung von Umstrukturierungsprogrammen, so müssen die folgenden Bedingungen erfüllt werden:

- der Antrag darf sich nur auf normale Ansprüche beziehen;
- der Landwirt muss bei dem Einreichen seinen ursprünglichen Antrags auf Ansprüche aus der nationalen Reserve alle Flächen, die von ihm genutzt werden, angeben;
- die verlorenen Flächen dürfen weder im Antragsjahr, noch in den darauffolgenden Jahren in der Flächenerklärung angegeben werden;
- das Verhältnis zwischen der gesamten Fläche der in der Flächenerklärung und dem Antrag auf Beihilfen des Antragsjahres mit den Bestimmungscodes A, X und I angegebenen Parzellen und der Hektarzahl nach Artikel 43, Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 muss größer oder gleich als 0,5 und kleiner als 1 sein.

§ 3. Der antragstellende Landwirt muss das in Artikel 2, Absatz 4 angeführte Musterformular einreichen, indem er die Anzahl Hektar angibt, deren Nutznießung er durch die Anwendung des betreffenden Umstrukturierungsprogramms verloren hat.

Im Falle einer amtlichen Flurbereinigungsmaßnahme müssen der Begründung des Antrags die nachfolgenden Belege beigefügt werden:

- eine Kopie der Flurbereinigungsurkunde oder der Urkunde über den Betriebsaustausch, ausgestellt durch das Immobilienerwerbskomitee;

- ein Orthofotoplan, auf dem alle betreffenden Parzellen in roter Farbe eingezeichnet und nummeriert sind;

Handelt es sich um eine Enteignung wegen allgemeinen Interesse oder bei einer Abänderung der Zweckbestimmung im Sektorenplan müssen der Begründung des Antrags die nachfolgenden Belege beigefügt werden:

- für jede betreffende Parzelle eine Kopie der Enteignungsurkunde oder des Beschlusses zur Abänderung des Sektorenplans;

- ein Orthofotoplan, auf dem der oder die betreffenden Parzellen in roter Farbe eingezeichnet und nummeriert sind;

- eine Tabelle, auf der alle betreffenden Parzellen, die im Laufe der Jahre der Referenzzeitraums vorhanden sind, angeführt werden.

Im Anschluss an einen Ankauf durch eine Provinz, eine Gemeinde, eine Interkommunale oder ein Naturschutzgebiet müssen der Begründung des Antrags die nachfolgenden Belege beigefügt werden :

- für jede betreffende Parzelle eine Kopie des Kaufvertrags;

- ein Orthofotoplan, auf dem der oder die betreffenden Parzellen in roter Farbe eingezeichnet und nummeriert sind;

- eine Tabelle, auf der alle betreffenden Parzellen, die im Laufe der Jahre der Referenzzeitraums vorhanden sind, angeführt werden.

§ 4. Bezieht sich die Begründung auf die Anwendung von Umstrukturierungsprogrammen und sind die in den Paragraphen 1 bis 3 angeführten Bedingungen erfüllt, so wird die Anzahl der dem Landwirt gewährten Ansprüche um eine Anzahl von Ansprüchen verringert, die den durch den Landwirt verlorenen Flächen entsprechen, und wird der Einheitswert der Ansprüche erhöht und berechnet nach Artikel 7, Absatz 4 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004."

Art. 11 - In denselben Erlass wird ein Artikel *6quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *6quater* - § 1. Falls die Begründung des ausschließlich im Jahr 2007 eingereichten Antrags auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche durch die Verwendung der nationalen Reserve sich auf die Anwendung von Entwicklungsprogrammen zur Förderung der biologischen Landwirtschaft bezieht, so kann lediglich die nachfolgende Situation von der Verwaltung berücksichtigt werden :

Die Landwirte, die sich 2006 vollständig auf die biologische Landwirtschaft umgestellt und die entsprechende Anerkennung erhalten haben, und die 2007 weniger Ansprüche besitzen als die gesamte 2006 mit einem Kulturcode, der die Aktivierung der Ansprüche auf die Betriebsprämie ermöglicht, angegebene Fläche.

§ 2. Bezieht sich die Begründung auf die Anwendung von Entwicklungsprogrammen zur Förderung der biologischen Landwirtschaft, so müssen die folgenden Bedingungen erfüllt sein:

- Der Landwirt muss am 30. März 2007 weniger Ansprüche besitzen als die gesamte 2006 mit einem Kulturcode, der die Aktivierung der Ansprüche auf die Betriebsprämie ermöglicht, angegebene Fläche und;

- der antragstellende Landwirt darf zwischen dem 1. April 2006 und dem 30. März 2007 keine normalen Rechte abgetreten haben, es sei denn es liegt ein Wechsel des Statuts oder der Identifizierung vor.

§ 3. Der antragstellende Landwirt muss das in Artikel 2, Absatz 4 angeführte Musterformular einreichen, indem er die Anzahl normaler Rechte angibt, die der Differenz entspricht zwischen der 2006 mit einem Kulturcode, der die Aktivierung der Ansprüche auf die Betriebsprämie ermöglicht, angegebenen Fläche und der Anzahl der 2007 notifizierten Rechte.

§ 4. Bezieht sich die Begründung des Antrags auf die Anwendung von Entwicklungsprogrammen zur Förderung der biologischen Landwirtschaft und sind die in den Paragraphen 1 bis 3 angeführten Bedingungen erfüllt, so wird die Anzahl der dem Landwirt gewährten Ansprüche um eine Anzahl von Ansprüchen erhöht, die der Differenz entspricht zwischen der gesamten 2006 mit einem Kulturcode, der die Aktivierung der Ansprüche auf die Betriebsprämie ermöglicht, angegebenen Fläche einerseits und der gesamten Anzahl von Rechten (Brache und/oder Normal), die er am 30. März 2007 besaß, andererseits, und ohne dass dabei die Grenze von 30 Rechten überstiegen werden darf..

Der Wert jedes dieser durch die Verwendung der nationalen Reserve gewährten Ansprüche entspricht dem 2007 bestimmten regionalen Durchschnittswert, reduziert um die in den Artikeln 41 und 42 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 erwähnten Kürzungen."

Art. 12 - In denselben Erlass wird ein Artikel *6quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *6quinquies* - § 1. Falls die Begründung des ab dem Jahre 2008 eingereichten Antrags auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche durch die Verwendung der nationalen Reserve sich auf die Anwendung von Entwicklungsprogrammen zur Unterstützung der Junglandwirte bezieht, so kann lediglich die nachfolgende Situation von der Verwaltung berücksichtigt werden:

die Landwirte, die am 1. Januar des Jahres der Einreichung des Antrags das Alter von 30 Jahren noch nicht erreicht haben und die am 31. März desselben Jahres normale Rechte für die Betriebsprämie mit einem Durchschnittswert, der für das betreffende Jahr unter dem Durchschnittswert der normalen Rechte für die Betriebsprämie in der Wallonischen Region liegt.

§ 2. Bezieht sich die Begründung auf die Anwendung von Entwicklungsprogrammen zur Unterstützung der Junglandwirte, so müssen die folgenden Bedingungen erfüllt sein:

- der antragstellende Landwirt darf am 1. Januar des Antragsjahres das Alter von dreißig Jahren noch nicht erreicht haben. Handelt es sich um eine Vereinigung natürlicher Personen, so muss wenigstens eines der Mitglieder diese Bedingung erfüllen. Handelt es sich um juristische Personen, so muss wenigstens einer der Verwalter, geschäftsführenden Verwalter oder der Geschäftsführer, die die Eigenschaft eines Landwirts besitzen, diese Bedingung erfüllen und;
- der antragstellende Landwirt muss am 31. März des Antragsjahres normale Rechte besitzen, deren Durchschnittswert für das betreffende Jahr unter dem Durchschnittswert der normalen Rechte in der Wallonischen Region liegt.

§ 3. Der antragstellende Landwirt muss das in Artikel 2, Absatz 4 angeführte Musterformular einreichen und seine Nationalregisternummer vermerken. Handelt es sich um eine Vereinigung natürlicher Personen oder um eine juristische Person, ist die Nationalregisternummer des jüngsten Mitglieds und/oder Verwalters anzugeben.

§ 4. Bezieht sich die Begründung auf die Anwendung von Entwicklungsprogrammen zur Unterstützung der Junglandwirte und sind die in den Paragraphen 1 bis 3 angeführten Bedingungen erfüllt, so wird der Wert jedes der dem Landwirt gewährten normalen Rechte um einen Betrag erhöht, der der Differenz zwischen dem Einheitswert jedes der normalen Rechte und dem durchschnittlichen Einheitswert des normalen wallonischen Rechts erhöht, verringert um die in den Artikeln 41 und 42 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 erwähnten Kürzungen.

Die gesamte Erhöhung des Werts der normalen Rechte des antragstellenden Landwirts ist auf 1.000 EUR oder weniger begrenzt, je nach den im Jahr des Antrags verfügbaren Mitteln der Reserve."

Art. 13 - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Der Wortlaut "2005 oder 2006" wird gestrichen;

2° Der Wortlaut "am 31. März 2005 im Rahmen der 2005 eingereichten Anträge und spätestens am 31. März 2006 im Rahmen der 2006 eingereichten Anträge." wird durch den Wortlaut "an dem äußersten "Datum für das Einreichen der Flächenerklärung des Jahres des Einreichens des Antrags." ersetzt.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2007 wirksam, mit Ausnahme von Artikel 12, der am 1. Januar 2008 wirksam wird, und von Artikel 13, der am 1. Januar 2005 wirksam wird.

Namur, den 7. August 2008.

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 3571

[2008/203619]

7 AUGUSTUS 2008. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 juli 2006 betreffende de aanvragen om vaststelling of aanpassing van de bedrijfstoelagerechten in 2005 door het gebruik van de nationale reserve ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71, (EG) nr. 2529/2001 en nr. 2183/2005, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 293/2008 van de Commissie van 1 april 2008;

Gelet op Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoelageregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 319/2008 van de Commissie van 7 april 2008;

Gelet op verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 319/2008 van de Commissie van 7 april 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 oktober 2007;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, punt 1°, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 12 augustus 2003;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 juli 2006 betreffende de aanvragen om vaststelling of aanpassing van de bedrijfstoelagerechten in 2005 door het gebruik van de nationale reserve ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 20 januari 2008;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visserij;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 18 juni 2008;

Gelet op de notificatie door België d.d. 29 juli 2004 in hoofde van de artikelen 58, § 1, en 64, § 1, en 70, § 1, punt a), 2de streepje, van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op de overdracht naar de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat wat betreft het gebruik van de nationale reserve voor de toekenning van bedrijfstoelagen, de voorwaarden om in aanmerking te komen voor die rechten nader moeten worden bepaald voor de landbouwers die zich bevinden in bijzondere situaties of bij herstructurerings- en/of ontwikkelingsprogramma's en dat vaststellings- of aanpassingsvoorwaarden m.b.t. die rechten moeten worden bepaald;

Overwegende dat de landbouwers die in aanmerking wensen te komen voor die rechten uit de nationale reserve, hun aanvankelijke aanvraag voor de rechten uit de nationale reserve moeten indienen voor een datum die overeenstemt met de uiterste indieningsdatum van de oppervlakteaangifte van het jaar van de aanvraag en ingelicht moeten worden over de toekenningsvoorwaarden en -modaliteiten;

Overwegende dat om de aanvragen om vaststelling of aanpassing van de bedrijfstoelagen door het gebruik van de nationale reserve efficiënt te controleren, de werkelijkheid van gehele of gedeeltelijke bedrijfsoverdrachten moet geverifieerd worden door het bestuur wanneer dergelijke overdrachten worden ingeroepen;

Overwegende dat met het oog op vereenvoudiging, de al ter beschikking van het bestuur gestelde gegevens moeten worden gebruikt;

Overwegende dat de oppervlakteaangiften ter beschikking van het bestuur worden gesteld en dat derhalve voornoemd element verifieerbaar is;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij slechte toepassing van de nieuwe rechtstreekse bedrijfstoelageregeling of bij niet-naleving van de termijnen opgelegd bij de Europese regelgeving voor de instelling van dat stelsel,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het ministerieel besluit van 7 juli 2006 betreffende de aanvragen om vaststelling of aanpassing van de bedrijfstoelagen in 2005 door het gebruik van de nationale reserve, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 20 januari 2008 en ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, zelf gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 oktober 2007, wordt volgend lid ingevoegd tussen leden 1 en 2 :

"De landbouwer die zich in een bijzondere situatie bevindt en die vanaf 2007, overeenkomstig artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006, de vaststelling of aanpassing van zijn rechten door gebruik van de nationale reserve aanvraagt, moet eveneens zijn aanvraag met redenen omkleeden overeenkomstig de voorschriften van het bestuur. De vanaf 2007 ingediende aanvraag kan enkel berusten op één, eventueel verschillende, van de situaties bedoeld in artikel 3, paragraaf 1^{ter}. Alle vereiste voorwaarden betreffende het betrokken element moeten vervuld zijn."

Art. 2. Artikel 2^{bis} van hetzelfde besluit en ingevoegd bij het wijzigend besluit van 20 januari 2008 wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt een § 1^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 1^{ter}. Wat betreft de in artikel 2 bedoelde aanvragen die vanaf 2007 ingediend zijn, kunnen drie situaties in aanmerking worden genomen door het bestuur :

- 1° de aankoop of de vererving van gronden;
- 2° de toepassing van herstructurerings- en/of ontwikkelingsprogramma's;
- 3° de administratieve akten en gerechtelijke beslissingen. "

Art. 4. In artikel 4, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "derde lid" vervangen door de woorden "vierde lid".

Art. 5. In artikel 5, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "derde lid" vervangen door de woorden "vierde lid".

Art. 6. In artikel 5^{bis}, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit en ingevoegd bij het ministerieel besluit van 20 januari 2008, worden de woorden "derde lid" vervangen door de woorden "vierde lid".

Art. 7. Een artikel 5^{ter}, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

"Art. 5^{ter}. § 1. Wanneer de motivering van de aanvraag, vanaf 2007, tot vaststelling of aanpassing van de rechten door gebruik van de nationale reserve gegrond is op de aankoop of de vererving van grond, worden enkel de volgende situaties erkend door het bestuur :

1° De vererving of de vervroegde vererving van een volledig of gedeeltelijk bedrijf dat in pacht is gegeven tijdens de referentieperiode tussen 15 mei 2004 en uiterlijk 31 maart 2005 voor de landbouwers die niet in aanmerking komen voor opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en/of de inulinechicorei en/of de opname van de betalingen voor de tabaksector of uiterlijk op 31 maart 2006 voor de landbouwers die er wel voor in aanmerking komen;

2° De aankoop van grond uiterlijk op 15 mei 2004 voor de landbouwers die niet in aanmerking komen voor de opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en/of de inulinechicorei en/of de opname van de betalingen betreffende de tabaksector of uiterlijk op 3 maart 2006 voor de landbouwers die er wel voor in aanmerking komen.

§ 2. In geval van motivering gegrond op de aankoop of de vererving van grond moeten de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- in geval van vererving of vervroegde vererving werd de betrokken grond verhuurd aan één of meerdere derden tijdens de referentieperiode;

- de betrokken landbouwer mag de betrokken oppervlakte niet hebben aangegeven tijdens het geheel of een gedeelte van de referentieperiode;

- de landbouwer-aanvrager moet voor het eerst die oppervlakte aangegeven hebben in zijn oppervlakteaangifte betreffende het jaar van indiening van de aanvraag;

- de betrokken oppervlakte moet minstens vijf are bedragen voor de producenten die in aanmerking komen voor de opname van de betalingen betreffende de tabaksector en twee hectare voor de andere gevallen;

- voor de producenten die niet in aanmerking komen voor de opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en/of de inulinechicorei en/of de opname van de betalingen betreffende de tabaksector mag er voor de betrokken oppervlakte noch geheel noch gedeeltelijk een aanvraag zijn ingediend tot herziening van de voorlopige rechten gegrond op een vererving, een vervroegde vererving, een erfopvolging bij wege van huuroverdracht, een fusie of splitsing van bedrijven of een privaatrechtelijke contractuele clause bij grondoverdracht zoals bedoeld in artikel 3, paragraaf 2, punten 3°, 5° en 9° van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006;

- voor de producenten die in aanmerking komen voor de opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en/of de inulinechicorei en/of de opname van de betalingen betreffende de tabaksector mag er voor de betrokken oppervlakte noch geheel noch gedeeltelijk een aanvraag zijn ingediend tot herziening van de voorlopige rechten gegrond op een vererving, een vervroegde vererving, een erfopvolging bij wege van huuroverdracht, een fusie of splitsing van bedrijven of een privaatrechtelijke contractuele clause bij grondoverdracht zoals bedoeld in artikel 3^{bis}, paragrafen 2 en 3, punten 3°, 5° en 7° van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006;

- er mogen nog geen rechten uit de nationale reserve zijn toegekend voor de betrokken oppervlakte.

§ 3. De landbouwer-aanvrager moet het in artikel 2, vierde lid, bedoelde standaardformulier indienen met vermelding van het aantal hectaren waarvan hij het genot heeft overgenomen krachtens de betrokken vererving of aankoop van grond.

De motivering van de aanvraag moet vergezeld zijn van de volgende bewijsstukken die noodzakelijk zijn voor de behandeling van die aanvraag :

- een orthofotoplan waarop alle percelen die het voorwerp uitmaken van de betrokken vererving of aankoop van grond, staan getekend en in het rood genummerd;

- in geval van feitelijke of verwachte vererving, een notarieel attest of een afschrift van de verervings- of schenkingsakte;

- bij aankoop van grond voor de landbouwers die niet in aanmerking komen voor de opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en/of de inulinechicorei en/of de opname van de betalingen betreffende de tabaksector, ofwel een afschrift van de eigendomsakte of van de koopakte, ondertekend op uiterlijk 15 mei 2004, ofwel een afschrift van de voorlopige koopakte, ondertekend op uiterlijk 15 mei 2004 voor zover de landbouwer een afschrift van de koopakte overmaakt binnen de tien dagen nadat de akte is opgemaakt en voor zover de landbouwer zich daartoe verbindt;

- bij aankoop van grond voor de landbouwers die in aanmerking komen voor de opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en/of de inulinechicorei en/of de opname van de betalingen betreffende de tabaksector, ofwel een afschrift van de eigendomsakte of van de koopakte, ondertekend op uiterlijk 3 maart 2006, ofwel een afschrift van de voorlopige koopakte, ondertekend op uiterlijk 3 maart 2006 voor zover de landbouwer een afschrift van de koopakte overmaakt binnen de tien dagen nadat de akte is opgemaakt en voor zover de landbouwer zich daartoe verbindt.

§ 4. In geval van motivering van de aanvraag, gegrond op de aankoop of de vererving van grond, wanneer de in § 1 tot 3 bedoelde voorwaarden zijn vervuld, wordt het aan de landbouwer toegekende aantal rechten verhoogd met een aantal rechten dat gelijk is aan het door het bestuur in aanmerking genomen aantal hectaren, waarvan hij het genot heeft overgenomen krachtens de betrokken vererving of aankoop van grond. De waarde van elk van die toegekende rechten door gebruik van de nationale reserve stemt overeen met het gewestelijke gemiddelde, bepaald het jaar van indiening van de aanvraag, verminderd met de verlagingen zoals bedoeld in de artikelen 41 tot 42 van Verordening (EG) nr. 1782/2003."

Art. 8. In artikel 6, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "derde lid" vervangen door de woorden "vierde lid".

Art. 9. In artikel 6*bis*, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit en ingevoegd bij het ministerieel besluit van 20 januari 2008, worden de woorden "derde lid" vervangen door de woorden "vierde lid".

Art. 10. Een artikel 6*ter*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

"Art. 6*ter*. § 1. Wanneer vanaf 2007 de motivering van de aanvraag om vaststelling of aanpassing van de rechten door gebruik van de nationale reserve gegrond is op de toepassing van herstructureringsprogramma's, worden enkel de drie volgende situaties erkend door het bestuur :

1° na een officiële ruilverkaveling heeft de landbouwer een lagere oppervlakte gekregen dan die waarover hij beschikte vóór die ruilverkaveling;

2° na een onteigening in het algemeen belang of van een wijziging van bestemming in het gewestplan, mag ten minste één van de grondpercelen, aangegeven door de landbouwer en in aanmerking genomen voor de berekening van zijn aantal hectaren zoals bedoeld in artikel 43, paragraaf 1, van Verordening (EG) nr. 1782/2003, niet meer uitgebaat worden vanaf een datum tussen de dag na de uiterste indieningsdatum van de oppervlakteaangifte van het jaar voorafgaand aan het jaar van de aanvraag en de uiterste indieningsdatum van de aanvankelijke aanvraag om rechten uit de nationale reserve, zoals bedoeld in artikel 5 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006;

3° na aankoop door een Provincie, Gemeente, intercommunale vennootschap of natuurreserveaat, mag ten minste één van de grondpercelen, aangegeven door de landbouwer en in aanmerking genomen voor de berekening van zijn aantal hectaren zoals bedoeld in artikel 43, paragraaf 1, van Verordening (EG) nr. 1782/2003, niet meer uitgebaat worden vanaf een datum tussen de dag na de uiterste indieningsdatum van de oppervlakteaangifte van het jaar voorafgaand aan het jaar van de aanvraag en de uiterste indieningsdatum van de aanvankelijke aanvraag om rechten uit de nationale reserve, zoals bedoeld in artikel 5 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006.

§ 2. In geval van motivering gegrond op de toepassing van herstructureringsprogramma's moeten de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- de aanvraag heeft enkel betrekking op gewone rechten;

- de landbouwer moet alle oppervlakten waarvan hij het genot heeft, aangeven wanneer hij zijn aanvankelijke aanvraag om rechten uit de nationale reserve indient;

- de verloren oppervlakten worden niet aangegeven noch het jaar van indiening van de aanvraag noch tijdens de daaropvolgende jaren;

- de verhouding tussen de totale oppervlakte van de percelen die aangegeven zijn met bestemmingscodes A, X en I in de oppervlakteaangifte en steunaanvraag betreffende het jaar van indiening van de aanvraag en het aantal hectaren zoals bedoeld in artikel 43, paragraaf 1, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 moet hoger of gelijk zijn aan 0,5 en lager zijn dan 1.

§ 3. De landbouwer-aanvrager moet het in artikel 2, vierde lid, bedoelde standaardformulier indienen met vermelding van het aantal hectaren waarvan hij het genot heeft verloren krachtens de toepassing van het betrokken herstructureringsprogramma.

Bij officiële ruilverkaveling moeten de volgende bewijsstukken gevoegd worden bij de motivering van de aanvraag :

- een afschrift van de door het Comité tot aankoop van onroerende goederen opgemaakte ruilverkavelings- of bedrijfsuitwisselingsakte;

- een orthofotoplan waarop het of de betrokken percelen staan getekend en in het rood genummerd.

Bij onteigening in het algemeen belang of bij een wijziging van bestemming in het gewestplan, moeten de volgende bewijsstukken gevoegd worden bij de motivering van de aanvraag :

- voor elk betrokken perceel, een afschrift van de onteigeningsakte of van de beslissing tot wijziging van het gewestplan;
- een orthofotoplan waarop het of de betrokken percelen staan getekend en in het rood genummerd;
- een tabel met de betrokken percelen tijdens de jaren van de referentieperiode.

Bij aankoop door een Provincie, Gemeente, intercommunale vennootschap of natuurreservaat, moeten de volgende bewijsstukken worden gevoegd bij de motivering van de aanvraag :

- voor elk betrokken perceel, een afschrift van de aankoopakte;
- een orthofotoplan waarop het of de betrokken percelen staan getekend en in het rood genummerd;
- een tabel met de betrokken percelen tijdens de jaren van de referentieperiode.

§ 4. In geval van motivering gegrond op de toepassing van herstructureringsprogramma's, wanneer de in paragrafen 1 tot 3 bedoelde voorwaarden zijn vervuld, wordt het aan de landbouwer toegekende totaalaantal rechten verminderd met het aantal rechten overeenstemmend met de door de landbouwer verloren oppervlakten en wordt de eenheidswaarde van de rechten verhoogd en berekend overeenkomstig artikel 7, paragraaf 4, van Verordening (EG) nr. 795/2004."

Art. 11. Een artikel *6quater*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

"Art. *6quater*. § 1. Wanneer, enkel in 2007, de motivering van de aanvraag om vaststelling of aanpassing van de rechten door gebruik van de nationale reserve gegrond is op de toepassing van ontwikkelingsprogramma's bestemd voor de bevordering van de biologische landbouw, wordt enkel de volgende situatie erkend door het bestuur :

de landbouwers die in 2006 volledig erkend zijn als biologische landbouwers, die in 2007 minder rechten bezitten dan de in 2006 aangegeven totale oppervlakte met een teeltcode die de activering van de toeslagrechten toestaat.

§ 2. In geval van motivering gegrond op de toepassing van ontwikkelingsprogramma's bestemd voor de bevordering van de biologische landbouw moeten de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- de landbouwer-aanvrager moet op 30 maart 2007 in het bezit zijn van een aantal rechten dat lager is dan de in 2006 aangegeven totale oppervlakte met een teeltcode die de activering van de toeslagrechten toestaat, en;
- de landbouwer-aanvrager mag tussen 1 april 2006 en 30 maart 2007 geen gewone toeslagrechten hebben overgedragen behoudens de gevallen van statuut- of benamingswijziging.

§ 3. De landbouwer-aanvrager moet het in artikel 2, vierde lid, bedoelde standaardformulier indienen met vermelding van het aantal gewone toeslagrechten dat overeenstemt met het verschil tussen de in 2006 aangegeven oppervlakte met een teeltcode die de activering van de toeslagrechten toestaat en het aantal rechten genotificeerd in 2007.

§ 4. In geval van motivering van de aanvraag, gegrond op de toepassing van ontwikkelingsprogramma's bestemd voor de bevordering van de biologische landbouw, wanneer de in §§ 1 tot 3 bedoelde voorwaarden zijn vervuld, wordt het aan de landbouwer toegekende aantal rechten verhoogd met een aantal rechten dat gelijk is aan het verschil tussen de in 2006 aangegeven totale oppervlakte met een teeltcode die de activering van de toeslagrechten toestaat en het totaalaantal braakleggings- en/of gewone rechten op 30 maart 2007, zonder het plafond van 30 rechten te overschrijden.

De waarde van elk van die toegekende rechten uit de nationale reserve stemt overeen met het gewestelijke gemiddelde berekend in 2007, verminderd met de verlagingen zoals bedoeld in de artikelen 41 tot 42 van Verordening (EG) nr. 1782/2003."

Art. 12. Een artikel *6quinquies*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

"Art. *6quinquies*. § 1. Wanneer, vanaf 2008, de motivering van de aanvraag om vaststelling of aanpassing van de rechten door gebruik van de nationale reserve gegrond is op de toepassing van ontwikkelingsprogramma's bestemd voor de bevordering van de jonge landbouwers, wordt enkel de volgende situatie erkend door het bestuur :

de landbouwers jonger dan 30 jaar op 1 januari van het jaar van indiening van de aanvraag en die op 31 maart van hetzelfde jaar over gewone toeslagrechten beschikken waarvan de gemiddelde waarde lager is dan de gemiddelde waarde van de gewone toeslagrechten in het Waalse Gewest voor het betrokken jaar.

§ 2. In geval van motivering gegrond op de toepassing van ontwikkelingsprogramma's bestemd voor de bevordering van de jonge landbouwers, moeten de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- op 1 januari van het jaar van de aanvraag moet de landbouwer jonger zijn dan 30 jaar. In geval van groepering van natuurlijke personen moet minstens een lid aan die voorwaarde voldoen. In geval van rechtspersonen moet minstens een van de bestuurders, afgevaardigd-bestuurders of beheerders met de kwalificatie landbouwer aan die voorwaarde voldoen, en;
- de landbouwer-aanvrager moet, op 31 maart van het jaar van de aanvraag, in het bezit zijn van gewone toeslagrechten waarvan de gemiddelde waarde lager is dan de gemiddelde waarde van de gewone toeslagrechten in het Waalse Gewest voor hetzelfde jaar.

§ 3. De landbouwer-aanvrager moet het gestandaardiseerd formulier bedoeld in artikel 2, vierde lid, indienen met vermelding van zijn rijksregisternummer. In geval van regroupering van natuurlijke of van rechtspersonen, stemt het vermelde rijksregisternummer overeen met die van het jongste lid en/of van de jongste bestuurder.

§ 4. In geval van motivering van de aanvraag, gegrond op de toepassing van ontwikkelingsprogramma's bestemd voor de bevordering van de jonge landbouwers, wanneer de in §§ 1 tot 3 bedoelde voorwaarden zijn vervuld, wordt de waarde van elk van de aan de landbouwer toegekende rechten verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan het verschil tussen de eenheidswaarde van elk van zijn gewone rechten en de gemiddelde eenheidswaarde van het waals gewoon recht, verminderd met de verlagingen zoals bedoeld in de artikelen 41 en 42 van Verordening (EG) nr. 1782/2003. De totale verhoging van de waarde van de gewone rechten van de landbouwer-aanvrager wordt beperkt tot 1.000 euro of minder in functie van de beschikbare middelen van de reserve tijdens het jaar van de aanvraag."

Art. 13. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° De woorden "in 2005 of in 2006" worden geschrapt;

2° De woorden "in het kader van de aanvragen ingediend in 2005 en uiterlijk op 31 maart 2006 in het kader van de aanvragen ingediend in 2006" worden vervangen door de woorden "op de uiterste datum voor de indiening van de oppervlakteaangifte van het jaar van indiening van de aanvraag."

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007, met uitzondering van artikel 12, dat van toepassing is op 1 januari 2008 en van artikel 13 dat van toepassing is op 1 januari 2005.

Namen, 7 augustus 2008.

B. LUTGEN